

## Edito

### La RDC : le boom immobilier et la pauvreté

En RDC, le boom immobilier semble caché la misère indescriptible de la majorité des Congolais. Après des enquêtes approfondies, ce boom immobilier est attribué à une minorité congolaise, qui, a du mal à bien retracer les sources des revenus. Pourtant, les services compétents de l'Etat devaient s'intéresser à l'origine des avoirs des promoteurs des immeubles qui poussent comme des champignons. Politiques, hauts fonctionnaires de l'Etat, des étrangers, sont soupçonnés dans le blanchiment des capitaux. Des officiers militaires et de la Police, qui, logiquement par leurs soldes ne peuvent pas entreprendre des constructions aux coûts très élevés. Que dire de ceux qui sont cités dans les détournements, la corruption et autres pratiques illicites pour se faire de l'argent ? Bref, les services de l'Etat commis pour contrôler ne semblent pas bien faire leur travail. Pour preuve, le bâtiment de plusieurs niveaux, qui malheureusement s'est affaissé dans la commune de la Gombe, a été construit par un " fantôme " (selon les services de l'Urbanisme), sans remplir toutes les conditions requises. Conséquence, le propriétaire perdu énormément d'argent. Est-ce qu'une assurance était souscrite ? Qu'en est-il des normes urbanistiques ? Bref, le boom immobilier de Kinshasa en particulier ou de la RDC en général dans un désordre urbanistique organisé, nous conduit aux indices de la pauvreté. Les préposés de l'Etat affectés au contrôle dans différents domaines de la vie, de la nation sont loin d'être à l'abri des besoins. Ainsi, ils laissent faire sans se rendre compte qu'ils participent à enfoncer le pays dans le sous-développement dans la pauvreté. Cependant, il est difficile de faire accepter aux milliers de Congolais, qu'en se livrant à la corruption, vous participer à aggraver la pauvreté. Pourtant, la démonstration a été faite à divers niveaux de la vie. En scrutant certains domaines de la société congolaise, notamment le transport, l'augmentation de nombre des motos, sans aucune réglementation en la matière, on constate que la pauvreté a augmenté considérablement. L'absence de statistiques pour savoir notamment le nombre des chômeurs qui, se convertissent dans la conduite des motos taxis ou qui grossissent le rang des brigands est un manquement grave de l'Etat congolais. Pour 2023, personne ne sait combien d'emplois ont été créés. L'Etat devait faire un effort pour donner les moyens à l'INS (Institut national des statistiques) pour nous produire les données statistiques, peuvent permettre aux dirigeants et autres agents économiques à prendre des décisions conséquences pour s'attaquer aux maux qui rongent le pays ou qui bloquent le développement. Avec toutes les richesses potentielles, il est possible de projeter le développement de la RDC, en s'appuyant sur des données fiables des domaines divers. Avec nos 80 millions de terres arables, nous sommes réellement un pays solution pour produire beaucoup de denrées pour notre autosuffisance alimentaire et pour l'exportation du surplus. Malheureusement, l'agriculture est restée priorité des priorités sur papier. Certaines initiatives dans ce secteur sont orientées selon le bon vouloir des dirigeants. Bref, en dépit du boom immobilier dont la plupart des maîtres d'œuvres ont du mal à justifier leurs avoirs, la pauvreté mentale, monétaire et j'en passe est encore perceptible au pays de Lumumba. Les bonnes politiques de financement et d'entrepreneuriat sont peut-être des pistes pour relever les défis. En attendant, inscrivons-nous à l'idée de la bonne gouvernance et de la culture des valeurs.

LRP

## Course au governorat de la province de la Tshopo

# Faustin Toengaho : " Je suis candidat pour répondre à l'appel du chef de l'Etat..."

(Lire en pages 2 & 3)

**\* 20 candidats sont en lice pour la course au governorat de la province de la Tshopo**

**\* Parmi ces prétendants, figure M. Faustin Toengaho Lokundo dont la candidature est commentée en sens divers dans l'opinion, mais il est aussi candidat à l'un des 4 sièges de la province de la Tshopo au Sénat**

**Assemblée nationale : une plénière convoquée par le le bureau provisoire pour la répartition des postes entre Majorité et Opposition au bureau définitif**

(Lire en page 4)

## Desormais la Midema à Kikwit...



## Annonces

* UCM : NOTIFICATION D'ATTRIBUTION	DU
CONTRAT.....	P.5
* UCM : AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL.....	P.7
* PADCA-6P: AVIS D'APPEL D'OFFRES.....	P.8
* PURPA: AVIS D'APPEL D'OFFRES.....	P.9

## English Issue

**Sudan conference opens in Paris to try and fix 'forgotten' crisis**

(P. 15)

Course au governorat de la province de la Tshopo

## Faustin Toengaho : " Je suis candidat pour répondre à l'appel du chef de l'Etat..."

**V**ingt (20) candidats sont en lice pour la course au governorat de la province de la Tshopo dont l'élection aura lieu le 29 avril 2024 couplée avec celle des sénateurs, selon le dernier calendrier réaménagé de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) rendu public le 15 avril dernier. Parmi ces prétendants, figure M. Faustin Toengaho Lokundo dont la candidature est commentée en sens divers dans l'opinion. Il est simultanément candidat à l'un des 4 sièges de la province de la Tshopo au Sénat pour la législature 2024-2028.

Dans un entretien exclusif dans sa résidence du quartier Plateau Médical, commune Makiso, à Kisangani, avec La Référence Plus, lundi 15 avril dernier, Faustin Toengaho Lokundo a révélé les principales raisons de sa candidature au poste de l'exécutif provincial de la Tshopo.

Avant tout, il a, à l'intention de l'opinion en général et des grands électeurs tshopolais en particulier, donné les grandes lignes de son profil. " Je suis de nationalité congolaise, originaire de la province de la Tshopo, du territoire de Basoko et du secteur Turumbu. Je suis un diplômé d'Etat en Techniques sociales à l'Institut Lohale en territoire de Basoko, une école conventionnée catholique des prêtres du Sacré-Cœur tout en étant moi-même de la foi protestante de la 13ème Communauté Baptiste du Fleuve Congo (13ème CBFC) et un diacre de celle-ci ", a-t-il dit d'entrée du jeu.

Et de résumer son cursus et parcours académiques : " Je suis docteur en sciences politiques et administratives de l'Université de Kisangani (UNIKIS) où j'ai fait ma carrière académique en tant qu'assistant, chef de travaux, professeur associé, professeur full et professeur ordinaire. J'attends prochainement accéder à l'Eméritat ", a renchéri Faustin Toengaho tout en précisant, en ce qui concerne sa vie conjugale qu'il est marié à une seule femme et père de 3 filles et 3 garçons.

Et que selon cette configuration, sa famille est à 100% paritaire, une grâce du Seigneur. Lui-même est le 5ème d'une famille de 7 enfants dont 2 filles et 5 garçons.

Réponse à un double appel

A la question de savoir pourquoi il a fait acte de candidature à la fois comme gouverneur et sénateur de la province de la Tshopo, le Pr. Faustin Toengaho Lokundo affirme qu'il a répondu à un double appel. Et lui de l'explicitier : " Les deux candidatures répondent à un double appel. Le premier est celui du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo lancé lors de son investiture le 20 janvier 2024 à tous les fils et filles épris du patriotisme et de l'amour de cette Nation de se rejoindre à lui pour préserver les acquis et construire le pays ", a souligné le doublement candidat au governorat et à la sénatorial de la Tshopo.

Ainsi compte-t-il apporter sa contribution pour que la République Démocratique du Congo (RDC) retrouve sa paix à laquelle le chef de l'Etat et président de la République tient beaucoup.

" Après avoir longtemps resté dans la résidence, j'ai jugé bon de répondre à cet appel du magistrat suprême ", a dit en substance Toengaho Lokundo afin de renforcer sa décision de se jeter dans l'eau.

L'autre appel, a-t-il révélé, est celui de la province de la Tshopo à travers ses nouveaux députés élus : " Les élus pro-

vinciaux et nationaux de la Tshopo pour la législature en cours m'ont appelé pour que je puisse déposer ma candidature



comme gouverneur afin qu'ensemble, nous puissions relever les défis de notre chère province sur les trois plans principaux ".

C'est dans son esprit de toujours être au service de l'intérêt général qu'il a répondu favorablement à ces appels.

### Pour relever les défis

Il s'agit, a-t-il énuméré et commenté, d'abord des défis sécuritaires où il faut endiguer le banditisme urbain et en milieu rural notamment, le conflit interethnique entre les Mbole et les Lengola, etc.

Il s'agit ensuite des défis de gouvernance dans la mesure où la province de la Tshopo et la ville de Kisangani ont beaucoup régressé. Jadis 3ème pool économique, elles sont tombées trop bas. La pauvreté caractérise aujourd'hui les milieux urbains et ruraux.

Il s'agit enfin des défis sur le plan des infrastructures. Il est impossible de

partir de Kisangani pour les territoires vice-versa par routes car celles-ci n'existent quasiment plus. Aller des chefs-

lieux vers les secteurs et chefferies est un véritable chemin de la croix.

" Par conséquent, le travail productif dans la province de la Tshopo s'est arrêté ; les paysans ne s'adonnent plus à l'agriculture, ils sont démotivés, la famine s'est même installée dans nos villages car les routes sont impraticables ", s'est écrié le candidat gouverneur et sénateur Toengaho Lokundo.

Sur le plan de l'agriculture, par exemple, il s'est réjoui que la Tshopo compte les centres de recherches qui peuvent le booster. Il a fait allusion à l'Institut Facultaire des Sciences Agronomiques de Yangambi (IFA-Yangambi), à la faculté des sciences de l'UNIKIS, à l'Institut Supérieur d'Etudes Agricoles de Bengamisa (ISEA-Bengamisa), l'Institut National d'Etudes et Re-

(Suite à la page 3)

## La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales  
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Kasongo-Lunda / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)  
Phone : 0999923379

E-mail : reference\_20ans@yahoo.fr  
B.P. : 12520 Kinshasa I  
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92  
\*\*\*\*\*

### Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.  
0999923379

### Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku  
0999913816

### Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.  
0999949445

### Assistante de l'EDG

Eveline Badika  
0829420241

### Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)  
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

### Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)

### Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)  
0998129128

### Rédaction Générale

José Wakadila,  
Bibiche Mungungu,  
Anastase Mukawa  
(0990012819, 0825329453)  
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Nygke

Mireille Mpenba

Makinzolela Menayeto

### English Issue

John Nkwady Kankolong

### Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasaï - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick

Kamombo

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdallah

- **Haut-Katanga**

CIFINGA

Etranger

- Congo Brazza : Itcha Djata

**Service Technique**

Anastase Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

### Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

### Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston

Aimée Bwanga

### Imprimerie

ILAREF

Course au gouvernorat de la province de la Tshopo

# Faustin Toengaho : " Je suis candidat pour répondre à l'appel du chef de l'Etat..."

(Suite de la page 2)

cherches Agronomiques de Yangambi (INERA-Yangambi), à l'Ecole Supérieure de Pêche et d'Elevage qui vient d'être créé et implanté à l'UNIKIS, etc.

" Avec tous ces établissements, on peut conjuguer les efforts pour relever les défis de l'agriculture dans la province de la Tshopo, celle-ci étant aussi à vocation minière, on n'en sent pas les retombées. Raison pour laquelle il faut rationaliser l'exploitation minière à Bafwasende, Banalia, Basoko, etc. sans oublier les ressources forestières qui sont mal exploitées à Banalia, Basoko, Isangi, Yahuma... et ne profitent pas à la Tshopo. Bref, nos forêts sont exploitées de manière artisanale et anarchique ", s'est apitoyé notre interlocuteur qui, dans son programme de développement qu'il entend exécuter s'il était élu gouverneur, ne peut pas oublier l'industrialisation de la province de la Tshopo.

Il s'est ainsi interrogé : " Comment créer des industries, des sociétés pour offrir de l'emploi aux jeunes, les initier à l'entrepreneuriat aussi longtemps que la province est dans l'insuffisance énergétique ? ".

Face à cette réalité amère qui n'attire pas des investisseurs, Faustin Toengaho, une fois aux commandes, préconise tra-



vailer en harmonie avec le gouvernement de la République afin que la Tshopo ne puisse pas souffrir du déficit criant de l'énergie électrique.

Il compte mettre un accent sur la jeunesse qui constitue l'avenir de la Tshopo, ce qui passe par la création des structures d'encadrement des jeunes. C'est une autre façon de lutter contre l'insécurité en s'occupant des jeunes par des acti-

tivités saines.

" Les jeunes n'ont pas d'espaces de jeux ; il n'y a rien comme infrastructures nécessaires de développement de la jeunesse ", a regretté Faustin Toengaho Lokundo.

**Il faut se battre !**

A l'en croire, pour parvenir à relever les nombreux défis de la province de la Tshopo, il faut travailler beaucoup pour mobiliser les ressources, les recettes nécessaires : " Il faut se battre pour que ce qui est prévu dans le budget du gouvernement central soit réellement rétrocedé à la Tshopo. Nous allons y travailler avec les députés nationaux et les sénateurs pour y parvenir ", s'est-il engagé.

Pour Toengaho Lokundo, conformément à la libre administration des provinces, la

Tshopo doit se battre pour diversifier les sources de recettes en créant même un portefeuille propre à elle en vue du financement de son propre budget avec les ressources locales.

" Relever ce défi sous-tend l'implication de tout le monde : les opérateurs économiques, la société civile avec la composante confessions religieuses et l'apport du gouvernement central dans la vision du chef de l'Etat en lien avec le programme de ce gouvernement. C'est ainsi que la Tshopo sera en mesure de relever les défis. Mon programme de développement a pour objectif avoir demain une Tshopo unie, sécurisée et prospère. Ces trois mots-clés résument notre vision, notre programme. C'est en étant ensemble que nous allons affronter l'insécurité qui nous menace, provenant des provinces voisines jusqu'à s'accaparer de nos terres à cause de leurs ressources naturelles ", s'est longuement étendu le candidat Faustin Toengaho, faisant allusion aux provinces du Haut-Uélé, du Nord-Kivu et du Maniema.

Devant cette situation, il compte prendre le leadership des 4 provinces issues de la grande province Orientale. " Comment nous pouvons résoudre les problèmes de limites entre nos provinces respectives au travers de la Conférence des gouverneurs afin aussi que les groupes armés et les guerres dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu ne puissent pas se poursuivre pour atteindre la Tshopo. Nous allons développer une coopération entre toutes les provinces voisines à la nôtre. "

Concernant le conflit intercommunautaire entre les Mbole et les Lengola dans la périphérie de la commune urbano-rurale de Lubunga, à Kisangani, Toengaho Lokundo se propose d'y travailler pour y mettre fin. " Nous allons étudier les contrats qui en seraient la cause, écouter les deux parties. Si c'est nécessaire, nous allons les annuler avec l'autorisation de la Représentation provinciale ", a-t-il estimé.

**Propos recueillis par Gilbert Risasi Sindano**

=====ESPACE MIDEMA : désormais à Kikwit=====

**Inauguration du nouveau dépôt MIDEMA de Kikwit, en présence du Maire et du Commandant de la Police de la ville.**

**MIDEMA, toujours plus prêt de vous !**

**Inauguration of the new MIDEMA warehouse in Kikwit, in the presence of the Mayor and the city's Police Commander.**

**MIDEMA, always closer to you !**

**#RDC #RDCongo #Kikwit #Kinshasa #developpement #minoterie #boulangerie #patisserie**

## Guerre d'occupation de l'Est : Les combattants wazalendo auraient récupéré la cité de Kimoka

Des informations en provenance du territoire de Masisi font état de violents affrontements opposant la coalition RDF/M23 aux patriotes wazalendo, le dimanche dernier, dans la localité de Kimoka, située au Nord-ouest de la cité de Sake. Selon des sources non officielles, cette localité aurait été reprise par les combattants congolais qui ont ainsi délogé les éléments de la coalition RDF/M23 qui s'y étaient installés juste après le départ des éléments indiens de la Monusco.

Conséquence : le déplacement des milliers de populations venues grossir les camps déjà surpeuplés de déplacés interne autour de la ville de Goma. Face à la clameur publique qui déplorait la complicité manifeste de la Monusco avec les insurgés et face à l'immobilisme des FARDC, le lieutenant-colonel Guillaume Ndjike Kaiko, porte-parole du gouverneur militaire, avait rassuré deux jours auparavant que la situation à Kimoka était sous contrôle de l'armée loyaliste puisque, selon lui, le départ de la Monusco était la concrétisation de la volonté du gouvernement congolais. Mais, en réalité, le campement abandonné par les Indiens était rapidement occupé par la coalition RDF/M23 et alliés.

Il sied de rappeler que la ville de Goma reste presque complètement enclavée depuis quelques mois à la suite des avancées rebelles qui, en dépit de l'état de siège décrété depuis

mai 2021 ; les rebelles soutenus par l'armée rwandaise ne trouvant en face d'eux qu'une armée qui, apparem-

Rwanda a ainsi la latitude d'exploiter tranquillement et de commercialiser à son compte les minerais congolais.

cite du gouvernement congolais qui maintient incompréhensiblement l'armée nationale dans une continuelle



ment, aurait reçu comme consigne de multiplier des replis dits stratégiques improductifs. Depuis la prise de Rutshuru, de Mushaki et de la localité de Shasha, les autorités provinciales ne peuvent plus se mouvoir au-delà de 30 kilomètres du chef-lieu du Nord-Kivu, à part au moyen aérien pour se rendre au Grand nord. Le

D'ailleurs, un comptoir d'achat fonctionne à Mushaki d'où les minerais congolais prennent le chemin de Kigali, grâce à un réseau aérien ou par voie terrestre. Une grande partie de Rutshuru et de Masisi étant gérée comme faisant déjà partie du territoire rwandais. Tout cela par la volonté ta-

posture défensive, décriée régulièrement par les militaires eux-mêmes et même par des organisations de la société civile. Ce qui fait grandir, chaque jour, la déception et la colère de la population face au régime en place à Kinshasa.

LRP

## Assemblée nationale : une plénière convoquée par le le bureau provisoire pour la répartition des postes entre Majorité et Opposition au bureau définitif

Le bureau provisoire de l'Assemblée nationale convoque une plénière ce mercredi 18 avril pour statuer sur la répartition des responsabilités au sein du bureau définitif. C'est ce qu'on peut lire dans un communiqué

des membres du bureau définitif dont l'une des étapes les plus importantes est la mise en place d'une commission ad hoc chargée de la réception et traitement des candidatures.

D'après les us parlementaires,

tif.

Quant à la répartition des responsabilités au niveau du bureau, au cours des dernières législatures, l'opposition s'est contentée du poste de rapporteur adjoint. Pour cette législa-

ne représente que le 5 % de l'ensemble des députés qui composent l'Assemblée nationale.

Plusieurs noms sont, cependant, cités pour le perchoir de cette chambre. L'UNC et alliés reste déterminée pour ce poste. Mais également l'AFDC-A de Modeste Bahati Lukwebo affiche ses ambitions pour ce même poste, Mboso Nkodia Pwanga veut aussi revenir alors que le secrétaire général de l'UDPS s'est désisté en faveur d'une personne dont le nom sera connu ce mardi 17 avril au poste du 1?? vice-président

L'Union sacrée est donc à couteau tiré face à la question de la présidence du bureau définitif de l'Assemblée nationale, mettant ainsi en cause le partenariat entre le Président de la République et ses alliés.

Installé depuis le 29 janvier dernier par le secrétaire général de l'Assemblée nationale, le bureau d'âge, dirigé par Christophe Mboso Nkodia, a eu pour mission de valider les pouvoirs des députés, d'élaborer et adopter le Règlement intérieur de la chambre et d'installer le bureau définitif, conformément à l'article 114 de la constitution.



publié, le lundi dernier par le rapporteur du bureau provisoire de cette chambre.

En effet, cette plénière va lancer le processus qui conduira à l'élection

cette commission va faire son rapport directement au bureau d'âge à qui incombe la mission d'organiser les élections des membres du bureau défini-

ture, certains députés dont Jacques Djoli Eseng'Ekeli estime que le principe d'un poste doit être maintenu, mais il faut déterminer de quel poste il s'agira étant donné que l'opposition

LRP

# ••• Communication •••



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
MINISTRE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE

UCM

Kinshasa, le 11.04.2024

## NOTIFICATION D'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Nom du Client	:	Unité de Coordination et de Management des projets du ministère Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM)
Adresse du Client	:	2 <sup>ème</sup> étage du bâtiment à usage administratif, dans la Concession ZIMBALI & GOMBE RIVER, 1022, Avenue des Forces Armées République Démocratique du Congo E-mails : <a href="mailto:info@ucmenergie-rdc.com">info@ucmenergie-rdc.com</a> et <a href="mailto:procurement@ucmenergie-rdc.com">procurement@ucmenergie-rdc.com</a>

Nom de l'attributaire du Contrat	:	Groupement STUDI International (Chef de file) – Energy Infratech Private Limited (EIPL)
Numéro de référence du marché attribué	:	001/PAGASE/MRHE/UCM/PM/2021/SC
Méthode de sélection	:	Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC)

### Pour chaque soumissionnaire :

Nom	:	Groupement STUDI International – Energy Infratech Private Limited (EIPL)
Adresse	:	28, Rue de l'Île de Zembretta, Les Jardins du Lac, Lac II, 1053 Tunis, Tunisie, Tél : (216) 70 021 000, E-mail : <a href="mailto:studi@studi.com.tn">studi@studi.com.tn</a>
Prix évalués	:	1 732 380 EUR
Notes finales	:	83,34 sur 100 points
Classement	:	1 <sup>ier</sup>

Nom	:	Groupement EXP International Services Inc. (EXP) et Ingénierie & Réalisations Africaines (IRAF)
Adresse	:	1001, Boulevard de Maisonneuve Ouest, Bureau 800, Montréal (Québec) H3A 3C8, Canada, Tél. : +1.514.931.1080 (Postes 7000 ou 7042) E-mails : <a href="mailto:philippe.ossoucah@exp.com">philippe.ossoucah@exp.com</a> , <a href="mailto:Benoit.roquemorel@exp.com">Benoit.roquemorel@exp.com</a>
Prix évalués	:	1 834 834 USD
Notes finales	:	79,95 sur 100 points
Classement	:	2 <sup>ième</sup>

Nom	:	Groupement Fichtner GmbH & Co. KG-ISL Inegnierie SAS-Afrika German Consult (AGC)
Adresse	:	Sarweystrasse 3, 70191 Stuttgart, Allemagne Téléphone: +49 (711) 8995 0/8995 360 E-mails: <a href="mailto:Raphael.Addinall@fichtner.de">Raphael.Addinall@fichtner.de</a> ; <a href="mailto:thomas.prosy@fichtner.de">thomas.prosy@fichtner.de</a>
Prix évalués	:	3 161 182,345 EUR
Notes finales	:	78,95 sur 100 points
Classement	:	3 <sup>ième</sup>

Nom	:	Groupement Groupe E - Ingérop International Consultants
Adresse	:	Route de Morat 135, 1763 Granges-Paccot, Suisse E-mail : <a href="mailto:rnottelet@ingerop.co.za">rnottelet@ingerop.co.za</a>
Prix évalués	:	3 028 352,22 USD
Notes finales	:	75,50 sur 100 points
Classement	:	4 <sup>ième</sup>

Nom	:	Société Française de Réalisation, d'Etudes et de Conseil (SOFRECO)
Adresse	:	92-98, Boulevard Victor Hugo, 92115 Clichy Cedex, France Tél : +33 1 41 27 95 95, E-mail : <a href="mailto:welcome@sofreco.com">welcome@sofreco.com</a>
Prix évalués	:	2 969 479 EUR
Notes finales	:	63,94 sur 100 points
Classement	:	5 <sup>ième</sup>

Nom	:	Groupement GOPA International Energy Consultants GmbH (Allemagne)- Antea (France)- Zollet Ingegneria (Italie)
Adresse	:	Justus-von-Liebig-Str. 1 61352 Bad Homburg, Allemagne Tel: +49-6172-1791 800, E-mail: <a href="mailto:info@gopa-intec.de">info@gopa-intec.de</a>
Prix évalués	:	2 445 845 EUR
Notes finales	:	63,16 sur 100 points
Classement	:	6 <sup>ième</sup>

### Pour l'attribution du contrat :

Nom du Consultant retenu	:	Groupement STUDI International – Energy Infratech Private Limited (EIPL)
Prix total final	:	1 200 610 EUR
Durée	:	15 mois
Résumé de la mission	:	La validation des études d'exécution, le contrôle et la surveillance des travaux d'infrastructures électriques du Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration du Secteur Electrique (PAGASE)

Etienne MUANZA KANYINGILA  
Coordonnateur a.i

# **COMMUNIQUE INITIATIVE " I BELIEVE IN DRC "**

En marge de la réélection du Chef de l'Etat et de nombreux Congolais aux élections législatives Nationales, Provinciales et des Conseillers communaux, l'initiative citoyenne " I believe in DRC , je crois à la RDC ", invite des élus à divers niveaux de venir se procurer pour leurs circonscriptions respectives : Tasses, T-shirts, Trainings aux motifs des 26 Provinces, 52 Villes et 145 Territoires pour témoigner de l'amour patriotique et l'attachement aux circonscriptions électorales.

Par ailleurs, la même offre est faite pour toute la population congolaise à acheter ces différents objets aux motifs de leurs entités comme preuve d'amour patriotique à cette marque protégée. Cette initiative poursuit trois objectifs à savoir: 1. Lutte contre la pauvreté par la promotion de la RDC, 2.Soutien indirect aux FARDC et 3.Stimuler la flamme d'amour de la patrie. Aussi, l'offre de l'initiative " I believe in RDC " ainsi lancée, servira de test pour identifier par un jury adhoc celles ou ceux qui aiment véritablement la République Démocratique du Congo.

**Pour tous contacts : 0810127294 - 0999923379**  
**Adresse provisoire : 291B, Av. Kasongo-Lunda, en**  
**face de l'Académie des Beaux-Arts.**



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
MINISTRE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE

UCM

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Maître d'Ouvrage : **Unité de Coordination et de Management des Projets (UCM) du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité**  
Projet : **PROJET DE DÉVELOPPEMENT MULTISECTORIEL ET DE RESILIENCE URBAINE DE LA VILLE DE KINSHASA (PDMRUK) / KIN-ELEENDA**

Intitulé du Marché : **ÉLECTRIFICATION PAR SYSTEME SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE DU SITE DE L'UNIVERSITE DE KINSHASA (UNIKIN)**

Pays : **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

N° du Financement : **CREDIT IDA N°6858-ZR et DON IDA N°D7940-ZR DU 12 MAI 2021**

N° Appel d'Offres : **MT N° 001/PDMRUK/MRHE/UCM/PM/2024**

Marché n° : **ZR-UCM-238526-CW-RFB**

Émis le : **mardi 16 avril 2024**

1. Le Gouvernement de la République de la Démocratique du Congo (ci-après dénommé l' " Emprunteur ") a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le projet de Développement Multisectoriel et Résilience Urbaine de Kinshasa (PDMRUK) / KIN-ELEENDA, et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit et de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché des travaux d'électrification par système solaire photovoltaïque du site de l'Université de Kinshasa (UNIKIN).

Ces travaux en lot unique consistent à alimenter les principaux bâtiments de l'UNIKIN en énergie électrique par la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 6MWc et à assurer l'éclairage public du site universitaire grâce aux lampadaires autonomes.

Il s'agira de :

- (i) préparer le terrain ;
- (ii) implanter les supports ;
- (iii) poser les modules Photovoltaïques (PV) selon le calepinage ;
- (iv) exécuter les travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD), c'est à dire assurer la circulation pour les entretiens éventuels et drainer les eaux de pluie ;
- (v) poser les lampadaires d'éclairage public ; et
- (vi) tirer la ligne MT qui liera la centrale solaire à la sous-station SNEL de l'UNIKIN.

Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en utilisant la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement.

2. L'Unité de Coordination et de Management des projets du ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM), agence fiduciaire du volet Energie du projet PDMRUK, sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les travaux d'électrification par système solaire photovoltaïque du site de l'Université de Kinshasa (UNIKIN).

3. La procédure de passation de marché sera conduite par mise en concurrence internationale via un Appel d'Offres (AO) tel que défini dans le " Règlement de passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement par la Banque Mondiale, 4ième édition de novembre 2020 " (" le Règlement de passation des marchés "). Cette procédure est ouverte à tous les soumissionnaires des pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès d'UCM à l'adresse électronique [procurement@ucmnergie-rdc.com](mailto:procurement@ucmnergie-rdc.com) avec copie à M Raymond CHIKURU, [raymond.chikuru@ucmnergie-rdc.com](mailto:raymond.chikuru@ucmnergie-rdc.com) et M Nive NGOMBO, [nive.ngombo@ucmnergie-rdc.com](mailto:nive.ngombo@ucmnergie-rdc.com) et prendre connaissance du Dossier d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessous de 09 heures à 16 heures :

**Unité de Coordination et de Management des projets du ministère de Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM)**  
**Concession ZIMBALI & GOMBE RIVER,**

2ième étage du bâtiment à usage administratif,  
1022, Av. des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut Commandement),  
Commune de la Gombe  
Kinshasa

République Démocratique du Congo

Tél : (+243) 847 824 066

5. Le Dossier d'Appel d'Offres en français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de deux cents dollars américains (200,00 USD).

La méthode de paiement retenue est le dépôt en espèces ou le virement bancaire sur le compte bancaire dont les coordonnées sont indiquées ci-après :

**Nom de la banque : SOFIBANQUE SA**

**Intitulé du compte : MINISTERE DES FINANCES V/C DAO-Electricité**

**Numéro du compte : 00023 20133 01968040201 - 81 USD**

**Code Swift : SFBXCDKIXXX**

Le Dossier d'Appel d'Offres sera transmis par voie électronique et/ou remis en version papier au représentant du soumissionnaire qui se présentera dans les bureaux d'UCM, sur présentation d'une preuve de paiement.

6. Les Offres doivent être remises à l'adresse d'UCM ci-dessous au plus tard le lundi 27 mai 2024 à 15h00', heure locale (TU+1). La passation électronique de marché ne sera pas autorisée. Les Offres tardives seront écartées. Les enveloppes extérieures marquées " OFFRE ORIGINALE ", et les enveloppes intérieures marquées " PARTIE TECHNIQUE " seront ouvertes publiquement en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d'y assister à l'adresse ci-dessous à 15h00' heure locale (TU+1) :

**Unité de Coordination et de Management des projets du ministère de Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM)**

**Concession ZIMBALI & GOMBE RIVER,**

**2ième étage du bâtiment administratif,**

**1022, Av. des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut Commandement),**

**Commune de la Gombe**

**Kinshasa**

**République Démocratique du Congo**

Les enveloppes marquées " PARTIE FINANCIERE " resteront fermées et seront conservées en un lieu sûr par le Maître d'Ouvrage jusqu'à la seconde séance publique d'ouverture des Offres.

7. Toutes les offres doivent être accompagnées d'une Garantie d'offre pour un montant de cent cinquante mille dollars américains (150 000,00 USD).

8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les bénéficiaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

**Unité de Coordination et de Management des projets du ministère de Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM)**

**Concession ZIMBALI & GOMBE RIVER,**

**2ième étage du bâtiment à usage administratif,**

**1022, Av. des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut Commandement),**

**Commune de la Gombe**

**Kinshasa**

**République Démocratique du Congo**

**Etienne MUANZA KANYINGILA**

**Coordonnateur a.i**

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  
**MINISTRE DE L'AGRICULTURE**  
**SECRETARIAT GENERAL A L'AGRICULTURE**



Projet d'Appui au  
Développement des  
Chaines de Valeur  
Agricoles dans  
6 Provinces



AFRICAN DEVELOPMENT  
BANK GROUP  
GROUPE DE LA BANQUE  
AFRIKAINE DE  
DEVELOPPEMENT

Le Coordonnateur

Kinshasa, le  
N/Réf...../MINAGRI/SG/UCP/PADCA-6P/CM/2024

## **Avis d'Appel d'Offres – Sans pré-qualification**

### **Unité de Gestion du Projet, UGP (PADCA-6P)**

**APPEL D'OFFRES N° 003/Trv/MINAGRI/PADCA-6P/CM/2024**

1. Cet Avis d'appel d'Offres fait suite au plan de passation des marchés 2023, paru dans le site de l'ARMP [www.armp-rdc.cd](http://www.armp-rdc.cd).
2. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a obtenu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD), afin de financer les différentes dépenses liées au Projet pour couvrir le coût du Projet d'Appui au Développement de Chaine de valeurs Agricoles dans six (6) Provinces de la RD Congo et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif aux travaux de réhabilitation et équipements de deux (2) laboratoires d'analyse des semences en faveur de l'Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques dans les Provinces de la Tshopo et Lomami.
3. Le Projet d'Appui au Développement de Chaine de valeurs Agricoles dans six (6) Provinces de la RD Congo sollicite des Offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser lesdits travaux.

Les variantes ne pourront pas être prises en considération.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National tel que défini dans la Loi N°10/010 du 27 avril 2010 relative aux marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet, UGP (Projet PADCA-6P), et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessous. Il est impérieusement requis du soumissionnaire de visiter les chantiers et leurs environs et d'obtenir par lui-même tous les renseignements qui peuvent s'avérer nécessaires pour la préparation de l'Offre et à la conclusion d'un contrat. Les coûts liés aux visites des chantiers seront à la charge du soumissionnaire.
6. Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à l'adresse mentionnée ci-après contre un paiement non remboursable de Trois-cent cinquante Dollars Américains (350 USD). La méthode de paiement se fera au comptant à la Coordination Nationale. Le Dossier d'Appel d'Offres sera remis à mains propres moyennant la preuve de paiement.

#### **Conformité administrative**

Le candidat doit joindre dans son Offre les documents suivants :

- Les statuts de l'entreprise (objet conforme à la spécification du marché) ;
- Une copie de l'Attestation fiscale en cours de validité signée conjointement par la DGI et la DGDA " sans solde débiteur " ;
- Une copie de l'agrément des ITP en cours de validité ;
- Une copie du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
- Une copie de l'identification nationale harmonisée ;
- Une copie de l'Attestation d'affiliation à la CNSS avec l'attestation de régularité des cotisations pour les mois de Novembre, Décembre 2023 et Janvier 2024.

#### **Conditions d'ordre technique et expérience**

- \* Être un entrepreneur agréé et opérationnel depuis au moins 5 ans pour des travaux de construction et/ou projet de nature similaire ;
- \* Fournir la preuve écrite que les travaux exécutés par le candidat sont conformes aux spécifications techniques indiquées dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.
- \* Avoir réalisé au moins cinq (5) marchés similaire et présenté le PV de réception au cours de trois dernières années (2023, 2022 et 2021) à ce jour.
- \* Présenter les documents spécifiques pour des travaux exécutés.

#### **Conditions d'ordre juridique**

- \* Joindre à l'Offre le statut de l'entreprise (objet conforme à la spécification du marché) et documents légaux.

Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'Offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après : PROJET PADCA-6P, sis avenue Léonie Kasembe, croisement avec l'avenue du Flambeau n° 8288, en face du Laboratoire et du centre médical de l'OCC sur la ruelle logeant l'Immeuble MODERNE PARADISE au coin de son premier virage, Quartier Gare Centrale dans la Commune de la Gombe

Courriel : [padca6p@gmail.com](mailto:padca6p@gmail.com) ; [ca.mampuya0711@gmail.com](mailto:ca.mampuya0711@gmail.com) ; de lundi à vendredi, de 9h00' à 15h00' (heures locales) contre un paiement au comptant de la somme de Trois-cent cinquante Dollars Américains (350 USD) non remboursables. Le document d'Appel d'Offres sera adressé par email ou à main propre moyennant une preuve de paiement. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 16 / 05 / 2024 à 14 h 00' (heures locales).

Les Offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-haut indiquée au plus tard le 16 / 05 / 2024 à 14 h 30' (heures locales). Les Offres doivent comprendre une garantie d'Offre bancaire d'un montant de Dollars Américains deux-mille huit-cent (USD 2 800) du prix de l'Offre (Cfr modèle type de la section III du DAO). Les Offres devront demeurer valides pendant une durée de cent-vingt jours calendaires (120) jours à compter de la date limite de soumission.

**Fait à Kinshasa, le 16 / 04 / 2024**  
**Christophe Arthur MAMPUYA LUVUANGU**



# ••• Communication •••

## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTRE DE L'AGRICULTURE SECRETARIAT GENERAL A L'AGRICULTURE



Projet d'Appui au  
Développement des  
Chaines de Valeur  
Agricoles dans  
6 Provinces



AFRICAN DEVELOPMENT  
BANK GROUP  
GROUPE DE LA BANQUE  
AFRICAIN DE  
DEVELOPPEMENT

Le Coordonnateur

Kinshasa, le  
N/Réf...../MINAGRI/SG/UCP/PADCA-6P/CM/2024

## Avis d'Appel d'Offres - Sans pré-qualification Unité de Gestion du Projet, UGP (PURPA) APPEL D'OFFRES

N° 007/MINAGRI/UGP/PURPA/CM/2024

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés 2024, paru dans le site de l'ARMP [www.armp-rdc.cd](http://www.armp-rdc.cd)
2. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un Prêt de la Banque Africaine de Développement, BAD, en vue du financement du Projet d'Urgence de Production Alimentaire " PURPA ", et a l'intention d'utiliser une partie des sommes ainsi accordées pour effectuer les paiements prévus au titre du Marché n° 007/MINAGRI /UGP/PURPA/CM/2024.
3. L'Unité de Gestion du Projet d'Urgence de Production Alimentaire (UGP/ PURPA) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition des moyens roulants repartis en deux (2) lots distincts, à savoir :

### Lot 1 : Acquisition des véhicules

- Item 1 : Acquisition d'un (01) véhicule pickup 4X4 double cabine, de 4 cylindres ;
- Item 2 : Acquisition d'un (01) véhicule pickup 4X4 mono cabine, de 4 cylindres ;
- Item 3 : Acquisition d'un (01) véhicule 4X4 station wagon, de 4 cylindres diesel.

### Lot 2 : Acquisition des véhicules à deux et trois roues

- Item 1 : Acquisition de dix-neuf (19) motocyclettes pour le SENASEM ;
- Item 2 : Acquisition de vingt-neuf (29) motocyclettes pour l'INERA et SNV ;
- Item 3 : Acquisition de cinq (05) tricycles ;
- Item 4 : Acquisition de cent quarante-quatre (144) vélos.

Les variantes ne pourront pas être prises en considération.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National, tel que défini dans la Loi relative aux marchés publics, à tous les candidats éligibles.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'UGP/PURPA, et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après :

### PROJET PURPA

Sis avenue Léonie Kasembe, croisement avec l'avenue du Flambeau n° 8288, en face du Laboratoire et du centre médical de l'OCC sur la ruelle logeant l'Immeuble MODERNE PARADISE au coin de son premier virage, Quartier Gare Centrale dans la Commune de la Gombe  
Courriel : [padca6p@gmail.com](mailto:padca6p@gmail.com) ; [ca.mampuya0711@gmail.com](mailto:ca.mampuya0711@gmail.com)

### De lundi à vendredi, de 9h00' à 15h00'.

6. Les exigences en matière de qualification sont :

Conditions d'ordre technique et expérience

- \* Être un fournisseur agréé et opérationnel depuis au moins 2 ans pour des équipements et/ou projet de nature similaire ;
- \* Fournir la preuve écrite que les équipements proposés par le candidat sont conformes et/ou meilleurs aux spécifications techniques indiquées dans le présent Dossier d'Appel d'Offres ;
- \* Avoir réalisé au moins trois (3) marchés similaires et présenté le PV de réception ou bon de livraison au cours de trois dernières années (2023, 2022 et 2021) à ce jour ;
- \* Présenter les documents spécifiques (prospectus) pour chaque équipement proposé.

### Conditions d'ordre financier

Le candidat doit fournir la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences ci-après :

- \* Avoir réalisé au cours de trois dernières années (2021, 2022, 2023) à ce jour, un chiffre d'affaires annuel moyen équivalent au moins une fois au montant de l'offre ;
- \* Joindre à l'offre les états financiers certifiés par un comptable agréé par l'Ordre National des Experts Comptables " ONEC RDC " des trois dernières

années (2023, 2022 et 2021).

### Conditions d'ordre juridique

- \* Joindre à l'offre le statut de l'entreprise (objet conforme à la spécification du marché) et documents légaux
- \* Une photocopie de son Registre de Commerce et de Crédit Mobilier " RCCM " ;
- \* Une photocopie de l'immatriculation au nouveau registre de commerce ;
- \* Une photocopie de l'attestation d'affiliation à la CNSS ;
- \* Une photocopie de l'attestation de régularité des cotisations à la CNSS ou preuve de paiement de 3 mois derniers Octobre, Novembre et décembre 2023 ;
- \* Une photocopie de l'attestation de situation fiscale signée conjointement entre la DGI et la DGDA en cours de validité sans solde débiteur

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après :

### PROJET PURPA

Sis avenue Léonie Kasembe, croisement avec l'avenue du Flambeau n° 8288, en face du Laboratoire et du centre médical de l'OCC sur la ruelle logeant l'Immeuble MODERNE PARADISE au coin de son premier virage, Quartier Gare Centrale dans la Commune de la Gombe

Courriel : [padca6p@gmail.com](mailto:padca6p@gmail.com) ; [ca.mampuya0711@gmail.com](mailto:ca.mampuya0711@gmail.com)

De lundi à vendredi, de 9h00' à 15h00' (heures locales) contre un paiement au comptant de la somme de 350 USD (Trois-cent cinquante Dollars Américains) non remboursables. Le document d'Appel d'offres sera adressé par email ou à main propre moyennant une preuve de paiement qui s'effectuera à la banque moyennant la note de perception indiquant les coordonnées y relatives. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 16 / 05 / 2024 à 14 h 00' (heure locale).

8. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-haut indiquée au plus tard le 16 / 05 / 2024 à 14 h 30' (heure locale). Les offres doivent comprendre une garantie d'offre d'un montant de 1% du prix de l'offre par lot et devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Kinshasa, le 16 / 04 / 2024

Christophe Arthur MAMPUYA LUVUANGU



## La FAO améliore les moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables de la ville de Bunia

Par José Wakadila

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) ont assisté ce mardi 2 avril 2024, les déplacés des sites de Bunia et environs, ayant opté pour l'intégration dans leurs milieux d'accueil. C'est dans le cadre du projet "Amélioration en urgence des moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables et renforcement des moyens d'existence par la mise en place des solutions durables dans la ville de Bunia et les territoires, Mahagi et Djugu", une allocation du fonds CERF aux solutions durables.

En effet, en Ituri, plus de 144 000 personnes ont été déplacées dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi depuis janvier 2023 et plus de la moitié d'entre elles vivent dans des conditions précaires dans des sites spontanés ou les établissements publics tels que les églises, les écoles et les hôpitaux. A Bunia, le projet prévoit des solutions durables pour environ 54 000 personnes en situation de déplacement prolongé pour un retour, une réintégration ou une réinstallation potentielle.

C'est dans ce cadre que la FAO a procédé à la remise, en présence du

Vice-Gouverneur de la province de l'Ituri, le Général Raüs Chalwe, de 500 kits agricoles composés de houes, râpeaux, arrosoirs, bêches, sacs, fûts et de plantules de légumes à 500



ménages de personnes déplacées des sites de Bunia. Cette assistance de la FAO permettra aux bénéficiaires de mettre en place des cultures maraîchères et de produire, sur des petites surfaces, des aliments en toute saison quel que soit les conditions.

Outre la FAO, le PAM et UNHCR ont apporté leur assistance aux mêmes déplacés afin qu'ils mettent en place des activités de durabilité s'articulant autour des moyens d'existence. Le HCR a remis un premier lot de 658 abris en faveur des déplacés et le PAM leur a distribué du cash, à

raison de 117 000 FC (francs congolais) par personne, dépendamment de la taille de chaque ménage destiné à l'achat des vivres sur une période de 3 mois.

Selon le Représentant de la FAO, Aristide Ongone Obame : "l'assistance en intrants agricoles en faveur des déplacés du camp de Bunia touchés par le conflit intercommunautaire leur permettra de restaurer leurs moyens de subsistance et faciliter leur réintégration volontaire dans les

zones de retour"

Tout en remerciant l'intervention de la FAO, du PAM et de l'UNHCR, le Général Raüs Chalwe, a expliqué que "les activités de ce projet vont permettre aux déplacés de s'intégrer dans leur nouveau milieu de vie, de se prendre en charge, d'améliorer leur bien-être et de retrouver leur dignité"

Il est attendu au terme de cette activité que la FAO poursuive son intervention en faveur de ces bénéficiaires par la structuration en associations et la formation en entrepreneuriat à travers un incubateur dans la chaîne de valeurs agricole. Ainsi, chaque association formée sera dotée d'un capital de démarrage évalué à 4500\$ et accompagné techniquement.

Au total, le projet prévoit de prendre en charge 4500 ménages dont 2000 ménages déplacés et retournés dans les activités maraîchères, 2000 ménages des familles hôtes dans les activités vivrières et 500 ménages des déplacés regroupés dans vingt associations par un appui financier pour des solutions durables.

### Pour pallier le problème de desserte en eau potable dans la ville de Bukavu

## Marc Malago réceptionne un lot important des tuyaux en plastique adaptée aux affaissements de la terre

Par Bibiche Mungungu

Dans le but de résoudre la question d'absence régulière d'eau potable qui s'observe depuis un temp

ses techniciens, du maire de la ville de Bukavu, ainsi que du directeur provincial de l'Office des Routes.

Le gouverneur Marc Malago a exprimé son optimisme quant à l'impact positif de cette nouvelle infrastructure.

"L'installation de ces tuyaux modernes est une étape cruciale vers la fin des interruptions régulières de l'approvisionnement en eau potable à Bukavu," a-t-il déclaré. "Cela marque le début d'une ère nouvelle où les citoyens n'auront plus à souffrir des conséquences



des infrastructures défaillantes." Les habitants de Bukavu ont chaleureusement remercié le Gouverneur intérimaire pour son engagement continu envers l'amélioration des conditions de vie dans la province. "Nous sommes reconnaissants envers Marc Malago Kashekere, qui a toujours pris à cœur le bien-être de notre communauté," a confié un habitant de la place. Il faut dire que cette modernisation de la tuyauterie est perçue comme une promesse tenue par le gouverneur intérimaire et la Regideso, qui font de l'accès à l'eau potable une priorité. Avec la mise en place de ces nouvelles installations, le gouverneur espère mettre un terme définitif aux problèmes d'eau qui ont trop affecté la ville.

des infrastructures défaillantes."

Les habitants de Bukavu ont chaleureusement remercié le Gouverneur intérimaire pour son engagement continu envers l'amélioration des conditions de vie dans la province.

"Nous sommes reconnaissants envers Marc Malago Kashekere, qui a toujours pris à cœur le bien-être de notre communauté," a confié un habitant de la place.

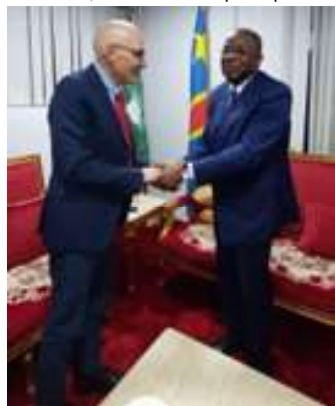
Il faut dire que cette modernisation de la tuyauterie est perçue comme une promesse tenue par le gouverneur intérimaire et la Regideso, qui font de l'accès à l'eau potable une priorité. Avec la mise en place de ces nouvelles installations, le gouverneur espère mettre un terme définitif aux problèmes d'eau qui ont trop affecté la ville.

### Echangeant avec le VPM Christophe Lutundula

## Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, exprime sa solidarité et celle de son institution à la population congolaise

Par Bibiche Mungungu

Aussitôt qu'il a foulé le sol de Kinshasa, l'hôte de la République Démocratique du Congo est allé présenter ses civilités au chef de la diplomatie congolaise, Christophe Lutundula Apala pen'Apala et bien évidemment donner le but de son séjour au pays.



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, Volker Turk est à Kinshasa pour exprimer sa solidarité et celle de son institution à

la population congolaise.

Il a remercié le VPM pour la collaboration entre son institution et le gouvernement congolais tout en saluant ses efforts en matière de droits de l'homme.

Les deux personnalités ont également évoqué les réformes pour la consolidation des droits de l'homme en RDC, la protection des populations civiles et le désengagement de la Monusco.

Le sujet sur la levée du moratoire sur la peine de mort était également autour de la table des échanges, Christophe Lutundula Apala pen'Apala, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et Francophonie a évoqué une mesure conjoncturelle.

Rappelons que Volker Turk est en visite officielle de 72 heures en RDC. Son agenda prévoit des rencontres avec le président de la République, le Premier ministre, la société civile et la Monusco. Il a quitté Kinshasa ce matin pour un bref séjour de 24 heures à l'est de la République où il va visiter quelques sites des réfugiés dans les deux Kivu et en Ituri.

**Situation des PVH dans les zones des conflits armés**

**La FENEPHACO a échangé avec le Représentant spécial adjoint du Sg des Nations unies en RDC**

Par José Wakadila

Une réunion d'échanges de plaidoyer a eu lieu le week-end dernier au bureau de la MONUSCO entre la délégation de la FENAPHACO (Fédération nationale des associations des personnes vivant avec handicap en RDC) conduite par son coordonnateur national, Me Patrick Pindu-di-Lusanga et Mr Bruno Le Marquis, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies en RDC et Coordonnateur résident des Agences du système des Nations Unies et coordonnateur des situations humanitaires en RDC.

Selon Me Patrick Pindu, la FENAPHACO est venu faire le plaidoyer sur la situation humanitaire des personnes vivant avec handicap (PVH) dans les zones des conflits armés, notamment les difficultés que vivent ces personnes ainsi que les conséquences de ces conflits armés vis-à-vis des PVH se trouvant dans les Nord et le Sud-Kivu, le Tanganyika, l'Ituri et une partie de la province de Mairi-Ndombe et celle du Kwango.

Parmi les difficultés qu'éprouvent les PVH dans les zones des conflits armés, Me Pindu a parlé du non-accès à l'éducation pour les enfants et les jeunes PVH ; non-accès aux services de santé et à l'assistance humanitaire ; manque de communication

pour des personnes sources et malentendantes, par manque d'interprètes des langues des signes ; manque de programmes d'assistance humanitaire spécifiques aux PVH ; la non prise en compte des besoins des PVH par les programmes d'assistance humanitaire qui existent ; la non-participation et la non prise en compte des PVH dans la gestion des aides humanitaires ; la non-scolarisation des en-

néral des Nations unies en RDC, l'impact et les conséquences de ces conflits armés pour les PVH, dont l'aggravation de la pauvreté qui agit négativement à l'accessibilité de la population et des PVH en particulier en soins de santé de base ; des violations des droits de l'homme, notamment les PVH, suivies des tueries qui ne sont jamais dénoncées ni dans les rapports publiés par des Ong interna-

tionales, la MONUSCO, les Agences du système des Nations Unies et moins encore les Ong humanitaires et celles de défense des droits de l'homme qui sont sur le terrain. Ce qui fait qu'au lieu d'avancer, les PVH ne font que reculer à cause de ces con-

flits armés.  
**Des conséquences qui réduisent les chances des PVH**

Dans le lot des conséquences, Me Pindu a ajouté également le taux de chômage élevé chez les PVH ; le manque d'équipements de mobilité (fauteuils roulants, tricycles, cannes blanches, prothèses des orthèses...) ; la destruction des initiatives des PVH ; l'augmentation de nombre des PVH ; la malnutrition chez les PVH ; les viols des femmes et jeunes filles vivant avec handicap ; le nombre croissant des orphelins des enfants dont les parents PVH sont décédés ; le taux élevé de la mendicité chez les PVH ; nombre élevé des déplacés PVH qui vivent sans aide du gouvernement et de la communauté internationale.

Il s'agit aussi de l'abandon des PVH par les autorités étatiques ; la recrudescence de plusieurs maladies invalides dont les amputations sur les PVH ; le non-respect par le gouvernement, des instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux, garantissant la protection des PVH dans les conflits armés, notamment la Résolution 2475 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, qui protège les droits des personnes handicapées dans les conflits armés, les crises humanitaires et les catastrophes naturelles.

En outre a-t-il dit, les PVH vivent des épreuves trop dures plus que d'autres personnes. Et par leur mobilité réduite, ils en paient le prix double de leur vulnérabilité et de la pauvreté. Les déplacements massifs des populations suite à ces guerres, ont engendré un taux croissant des analphabètes PVH, impactant négativement sur leur éducation et formation professionnelle.

Tout compte fait, Me Pindu estime que ces conflits armés et les guerres à répétition à l'Est de la RDC, a non seulement des conséquences néfastes sur la vie des PVH, mais a aussi aggravé leur situation socio-économique. Ils sont également à la base de nouvelles situations du handicap. " En effet, ces guerres a également occasionné beaucoup d'handicapés dans toutes ces parties du pays précitées ", a expliqué le Coordonnateur national de la FENAPHACO, ajoutant que plusieurs PVH ont perdu leur vie, par manque d'une politique de protection de la part du gouvernement et de la communauté internationale.

A ce jour, Me Pindu a dénombré plus de 250.000 PVH tuées à cause de ces guerres et conflits armés, mais sous un silence total.

Dans sa réaction, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Bruno Le Marquis, a promis de faire parvenir les préoccupations de la FENAPHACO auprès de toutes les autorités du pays ainsi qu'aux responsables des agences du système des Nations unies et ceux des Ong humanitaires. Il a également promis que la FENAPHACO sera impliqué dans tout le travail que fait l'équipe humanitaire-pays au niveau des zones des conflits armés, afin que la voix des PVH soit portée au plus haut niveau, pour que l'assistance humanitaire soit acheminée d'une manière spécifique envers les PVH.



Bruno Le Marquis entouré par les PVH membres de la FENAPHACO

tants handicapés et les enfants dont les parents sont des PVH ; la majorité des PVH n'ont pas des bâches et dorment à la belle étoile...

L'occasion était également donné à Me Pindu, d'expliquer au Représentant spécial adjoint du Secrétaire gé-

néral des Nations unies en RDC, l'impact et les conséquences de ces conflits armés pour les PVH, dont l'aggravation de la pauvreté qui agit négativement à l'accessibilité de la population et des PVH en particulier en soins de santé de base ; des violations des droits de l'homme, notamment les PVH, suivies des tueries qui ne sont jamais dénoncées ni dans les rapports publiés par des Ong interna-

**Consultation du Premier ministre**

**Le Coordonnateur de la FENAPHACO sollicite d'être reçu pour présenter la vraie situation des PVH**

Les personnes vivant avec handicap (PVH) éprouvent plusieurs difficultés que ça soit dans la vie courante que dans les zones des guerres et des conflits armés. Les différents textes juridiques internationaux, régionaux que nationaux qui défendent leurs droits, sont dans la plupart des cas, bafoués et jetés dans les oubliettes.

C'est donc dans le souci de présenter la situation réelle des PVH de la République démocratique du Congo

en presse, il sera question d'expliquer au Premier ministre, la situation générale des PVH sur toute l'étendue du pays et expliquer les difficultés de ces dernières ainsi que leurs attentes réelles et le projet pour lequel le gouvernement de la république peut travailler pour le respect des droits des PVH et l'amélioration rapide de leurs conditions de vie. Il s'agira également d'expliquer au Chef du gouvernement, les enjeux du handicap au niveau natio-

tionales, la MONUSCO, les Agences du système des Nations Unies et moins encore les Ong humanitaires et celles de défense des droits de l'homme qui sont sur le terrain. Ce qui fait qu'au lieu d'avancer, les PVH ne font que reculer à cause de ces con-

flits armés.  
A noter que Me Pindu est également Directeur exécutif du Forum des organisations des personnes handicapées en Afrique centrale et les pays des Grands Lacs (FOPHAC), Premier vice-président de la Fédération des personnes handicapées de l'Afrique Australe, Secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des associations des personnes handicapées des pays francophones (FIPHAF). Il est aussi Expert international sur la question du handicap et de l'inclusion et Expert sur le droit international des droits de l'homme et le handicap.

Partant de toute son expérience sur le terrain, il pourra donner plus d'éclairage au Premier ministre, Chef du gouvernement et peaufiner des stratégies, pour que la situation des personnes vivant avec handicap en RDC. A travers son carnet d'adresse sur la question du handicap au monde, au niveau de la sous-région (Afrique centrale et SADC) et régional, Me Pindu est susceptible d'apporter plusieurs propositions dans ce domaine très précis.

Il a saisi l'occasion pour rappeler au Premier ministre Judith Suminwa, l'application de l'article 43 de la Loi Organique portant promotion et protection des droits des personnes vivant avec handicap, dans la composition du futur gouvernement ainsi que le respect de l'article 4 du Décret du Premier ministre n°24/22 du 07/03/2024, fixant les modalités de la représentativité des personnes vivant avec handicap au niveau des institutions de la république.

J.W



NPM : Le Premier ministre Judith Suminwa et Me Patrick Pindu, Coordonnateur national de la FENAPHACO

que Me Patrick Pindu-di-Lusanga, Coordonnateur national de la Fédération nationale des associations des personnes vivant avec handicap du Congo (FENAPHACO), sollicite d'être reçu par Mme le Premier ministre Judith Suminwa Tuluka, à travers les consultations menées par cette dernière, pour la formation du gouvernement du deuxième mandat du président de la république, Félix-Antoine Tshisekedi.

Dans un entretien accordé à la

nal, sous régional et international, afin que la situation des PVH puisse changer.

Pour Me Pindu, sa rencontre avec le Premier ministre et Chef du gouvernement, fera en sorte que le deuxième mandat du président de la république Félix Tshisekedi puisse être une réussite, pour la simple raison que, toutes les stratégies possibles visant à améliorer la situation des personnes vivant avec handicap, comme cela de fait dans d'autres

## RDC : Mgr Mitja Leskovar nommé nouveau Nonce apostolique par Sa Sainteté le Pape François

Sa Sainteté le Pape François a nommé un nouveau Nonce Apostolique en République Démocratique du Congo (RDC) en la personne de Monseigneur Mitja Leskovar, indiqué un communiqué du Secrétariat Général de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) signé le 16 avril par son 2ème secrétaire général adjoint, M. l'Abbé Georges Kalenga.

Son Excellence Mgr Mitja Leskovar, était jusqu'à sa ce jour Nonce Apostolique en Irak. Il remplace à Kinshasa, Son Excellence Mgr Ettore Balestrero nommé Observateur Permanent du Saint-Siège aux Nations Unies à Genève depuis 2023.



Sa Sainteté le Pape François et Mgr Mitja Leskovar, nouveau Nonce apostolique en RDC. Photo Droits tiers

Le Secrétariat Général de la CENCO présente ses vives et sincères

félicitations au Nouveau Nonce Apostolique. Il lui souhaite la bienvenue au Congo et l'assure de ses prières et de sa collaboration pour un fructueux ministère dans l'Eglise-Famille de Dieu qui est en RD Congo, lit-on dans ce communiqué.

### Qui est Mgr Mitja ?

Le curriculum vitae publié par le même communiqué, renseigne que S.E. Mgr Mitja Leskovar est né à Kranj (Slovénie) le 3 janvier 1970 et a été ordonné prêtre le 29 juin 1995, pour l'Archidiocèse de Ljubljana.

Docteur en Droit Canonique, le nouveau Nonce apostolique en RDC est entré au service diplomatique du Saint-Siège le 1er juillet 2001 et successivement a rendu service dans la Nonciature Apostolique en Bangladesh, auprès de la Section des Affaires Générales de la Secrétairerie d'État, dans les Représentations Diplomatiques Pontificales en Allemagne et en Inde. Mgr Leskovar a été nommé Nonce Apostolique en Irak le 1er mai 2020 et Archevêque titulaire de Bénévent, fait savoir le communiqué.

Il parle français, italien, anglais, espagnol, allemand, croate.

LRP

## RDC : " Il y a des éléments nouveaux ", selon un avocat de la famille de l'opposant Chérubin Okende

Une nouvelle plainte " contre inconnus " a été déposée le 15 avril 2024 à Kinshasa par la famille de Chérubin Okende, un opposant mort en juillet 2023 en RDC. Famille qui conteste la thèse du suicide avancée par le parquet, a annoncé son avocat. " Il y a l'avènement d'éléments nouveaux qui décrivent, à la différence de

Congo (RDC), une nouvelle plainte " contre inconnus " a été déposée lundi 15 avril 2024 à Kinshasa par la famille de Chérubin Okende, ex-ministre et député, opposant mort en juillet 2023.

Sa famille conteste la thèse du suicide avancée par le parquet. Elle affirme disposer de nouvelles preuves après qu'un autre ancien ministre et



Laurent Onyemba, un des avocats de la famille de Chérubin Okende, ex-ministre et député, opposant retrouvé mort en juillet 2023. © Pascal Mulegwa/RFI

ceux qui étaient dans la conclusion du Parquet, les circonstances de la mort de Monsieur Chérubin Okende ", affirme Me Laurent Onyemba.

En République démocratique du

député du camp au pouvoir, Modero Nsimba, a évoqué dans un sonore viral, qui a fuité sur les réseaux sociaux, le contexte de l'assassinat et les auteurs.

Modero Nsimba est jugé depuis mars dernier pour ces propos. Mais la famille Okende estime que la justice doit prendre en considération ses affirmations.

" Nous venons encore une fois mettre la justice de notre pays devant ses responsabilités "

" Il y a l'avènement d'éléments nouveaux qui décrivent, à la différence de ceux qui étaient dans la conclusion du parquet, les circonstances de la mort de M. Chérubin Okende, affirme Laurent Onyemba, avocat de la famille Okende, au micro de Pascal Mulegwa, correspondant de RFI à Kinshasa. Donc, nous ne pouvons pas éternellement nourrir la thèse de faux bruits alors que les personnes citées dans des versions - qui sont, du reste, cohérentes - ne sont pas interpellées "

Maître Laurent Onyemba insiste : " Nous venons encore une fois mettre la justice de notre pays devant ses responsabilités, pour qu'au-delà de faux bruits, elle puisse s'intéresser aux personnes qui sont citées pour permettre de réparer un tant soit peu la douleur de cette famille, qui ne verra plus jamais un grand dignitaire, un homme d'État, assassiné dans des circonstances indescriptibles. Si suicide il y a eu, la famille pense qu'il s'agirait d'un suicide assisté. "

RFI/LRP

## Interdiction au Cardinal Aambongo d'accéder au Salon VIP de l'aéroport de Ndjili

### La VSV dénonce et demande aux autorités d'éviter ces genres d'actes qui ternissent davantage l'image de la RDC

Dans son communiqué de presse n°VSV/CE/2024 daté du 16 avril 2024, la Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme (VSV), dénonce le mauvais traitement infligé à Fridolin Cardinal Aambongo Besungu, Archevêque de Kinshasa, à l'aéroport interna-

refus d'accéder au Salon VIP de l'aéroport international de Ndjili imposé dimanche 14 avril 2024 au Fridolin Cardinal Aambongo Besungu ; alors qu'il est détenteur d'un passeport diplomatique.

En effet rappelle cette Ong de défense des droits de l'homme, le Cardinal a été victime de cette interdiction à son arrivée à l'aéroport de Ndjili en partance pour Rome, en Italie, en vue de participer à une réunion du C9 (le Conseil des cardinaux qui assistent le Saint Père, Le Pape François, dans le projet des réformes de l'Eglise catholique.

Suite à cette interdiction, le cardinal a été contraint de rejoindre la salle d'attente des passagers ordinaires pour pouvoir effectuer son déplacement.

D'aucuns pensent que ce traitement infligé au Cardinal serait lié à ses différentes prises de position sur la gouvernance du pays, dont la plus récente est celle faite lors de son homélie de dimanche des Pâques, homélie au cours de laquelle, il a dénoncé entre autres, le comportement



tional de Ndjili et demande aux autorités compétentes, d'éviter ces genres d'actes qui ternissent davantage l'image de la RDC.

Dans ce communiqué, la VSV exprime son indignation à la suite du

José Wak

## Togo : la Cédéao réoriente sa mission envoyée avant les élections législatives et régionales

**A**u Togo, les élections législatives et régionales sont prévues le 29 avril 2024. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a annoncé le 15 avril l'envoi d'une mission exploratoire. Mais ce mardi 16 avril, l'organisation sous-régionale ne parle plus que d'une mission d'information dans ce pays marqué par un contexte politique tendu suite à l'adoption fin mars d'une nouvelle Constitution.

Au Togo, la campagne électorale bat son plein depuis le 13 avril 2024, et ce, dans un contexte politique tendu suite à l'adoption fin mars par les députés d'une nouvelle Constitution.

Les élections législatives et régionales y ont lieu le 29 avril. Pour tenter d'apaiser les choses, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a annoncé le

lundi l'envoi d'une mission exploratoire faire machine arrière : elle ne parle



[Image d'illustration] Le drapeau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à Accra, au Ghana, le 25 mars 2022. © FRANCIS KOKOROKO/REUTERS

dans le pays. Mais ce mardi 16 avril, l'organisation sous-régionale semble

plus que d'une mission d'information.

Si ce n'est pas un rétropédalage, cela y ressemble fortement. Lundi soir, la Cédéao diffuse un premier communiqué dans lequel elle annonce l'envoi d'une mission exploratoire, selon le terme utilisé par l'organisation, pour " interagir avec les principales parties prenantes sur les derniers développements dans le pays ". La commission de la Cédéao dit avoir " jugé nécessaire " de dépêcher

une telle mission dans un contexte qualifié de " crucial ".

L'organisation sous-régionale estime alors que les élections, " initialement prévues le 13 avril ", ont été reportées " en raison de la gravité des réformes constitutionnelles controversées que le gouvernement prévoyait d'introduire ". Un communiqué que la Cédéao diffuse sur le réseau social X.

Mais, ce matin, l'organisation retire donc son tweet. Et quelques minutes plus tard, changement de ton : il n'est plus question d'envoyer une mission exploratoire, c'est une simple mission d'information qui est dépechée sur place. Dans ce nouveau communiqué, la Cédéao reconnaît à demi-mot faire machine arrière : " La mission entreprendra une évaluation préélectorale conformément aux textes communautaires et ne s'engagera dans aucun autre processus comme indiqué dans un communiqué antérieur, qui a été retiré ".

Cette mission, qui doit durer jusqu'au 20 avril, va rencontrer les principales parties prenantes au processus électoral. Elle est conduite par le Nigérien Maman Sambo Sidikou, ancien représentant de l'Union africaine au Sahel.

RFI/LRP

## Vente de la bibliothèque de Léopold Sédar Senghor: l'État sénégalais se porte acquéreur

**E**n France, la vente aux enchères devait se tenir ce 16 avril 2024. Il s'agit de plus de 300 livres de la bibliothèque de l'ancien et premier président du Sénégal indépendant. L'État sénégalais a souhaité entrer en négociations directe avec les héritiers et donc fait stopper la vente. Il souhaite acheter ce patrimoine pour l'exposer au sein d'un musée consacré à Léopold Sédar Senghor.

Ce sont précisément 344 ouvrages divisés en 194 lots qui devaient être mis à la vente ce mardi. Et c'est à la demande du chef de l'État, Bassirou Diomaye Faye, que ces enchères ont été reportées explique l'ambassadeur du Sénégal en France El Hadj Magatte Seye, au micro de Guillaume Thibaut : " Au-delà même de ce patrimoine-là, nous estimons que Senghor lui-même est un patrimoine : un patrimoine sénégalais, un patrimoine africain, un patrimoine universel. Éviter qu'il y ait une dispersion était essentiel. C'est pourquoi le président de la République du Sénégal, Monsieur son excellence Bassirou Diomaye Faye, a donné ses instructions, avec bien sûr le soutien des autorités françaises - ça aussi, il faut le mentionner -, ce qui a permis, aujourd'hui, de surseoir cette vente pour permettre à l'État du Sénégal de négocier l'acquisition des ouvrages de la bibliothèque du président Senghor. "

Pièce centrale de la maison de l'ancien président Sénégal à Verson, cette bibliothèque est riche d'ouvrages rares, certains,

comme par exemple Paroles de Jacques Prévert, Discours sur le colonialisme d'Aimé Césaire, sont dédiés par leurs auteurs.

En octobre 2023, à la demande de l'ex-chef de l'État Macky Sall, une première vente aux enchères a été bloquée. L'État du Sénégal a ainsi acquis pour 240 000 euros des objets de Léopold Sédar Senghor. Médailles, des décorations officielles, stylos plumes : 41 pièces ont rejoint les collections de l'État sénégalais. L'ambition de l'État sénégalais, indique El Hadj Magatte Seye, est donc d'acheter la collection de livres et de venir compléter ce patrimoine pour créer un musée dédié à l'œuvre et à la vie de Léopold Sédar Senghor : " L'objectif est de pouvoir exposer tout ce patrimoine-là, qui appartient au président Senghor, dans un musée. Je crois que dans le contexte mondial que nous vivons, où il y a beaucoup de stigmatisation, où il y a une montée des communautarismes, celui qui a théorisé la civilisation de l'universel, le rendez-vous du donner et du recevoir, mérite qu'on revisite son œuvre. C'est aujourd'hui la direction vers laquelle nous allons avec l'acquisition de tout ce patrimoine ayant appartenu au président Senghor. "

L'État sénégalais et l'hôtel des ventes de Caen en charge de la vente se sont donnés deux semaines pour trouver un accord.

RFI/LRP

## Congo-Brazza : des scènes de pillages après un kidnapping dans la ville de Ouesso

**D**epuis le 11 avril, une Congolaise de 27 ans, mère d'une fillette de 2 ans, a été prise en otage par son compagnon d'origine camerounaise dans la ville de Ouesso, au nord. Ce dernier demande une rançon de 500 000 francs CFA (760 euros), selon les autorités municipales et militaires. La vidéo de cette demande de rançon a circulé sur les réseaux, provoquant la

pillent un commerce de vente d'objets de construction, et un autre d'électroménager. Les échauffourées ont duré plusieurs heures dans cette ville frontalière avec le Cameroun réputée habituellement calme.

Les forces de l'ordre ont tiré des bombes lacrymogènes. Selon une source militaire, un homme grièvement blessé a fait une hémorragie et



La ville de Ouesso, au Congo-Brazzaville, à la tombée de la nuit, en 2015 (image d'illustration) © Wikimedia Commons/CC BY-SA 4.0/Ouesso

colère des habitants de Ouesso qui ont mis à sac des commerces tenus par des Camerounais.

Les scènes de pillage ont éclaté lundi après-midi. Dans des vidéos circulant sur les réseaux sociaux, l'on voit plusieurs dizaines de jeunes Ouessois, visiblement en colère et qui

a fini par succomber à sa blessure.

La sécurité a été renforcée à Ouesso sur ordre du ministère de l'Intérieur. Selon le maire, la ville a retrouvé son calme en fin de journée. Mais bars et restaurants ont fermé leur porte toute la soirée.

RFI/LRP

## JO 2024 : la flamme olympique, allumée en Grèce, commence son voyage vers Paris

La flamme olympique pour les JO de Paris a été allumée mardi en milieu de journée sur le site antique d'Olympie en Grèce, à quelque 100 jours de la cérémonie d'ouverture le 26 juillet.

En raison d'un ciel nuageux sur le site des premiers Jeux olympiques de l'Antiquité, l'allumage n'a pas pu se faire avec les rayons du soleil comme le veut la tradition antique, et a été réalisé avec une flamme de réserve conservée lors de la répétition générale de lundi. Après un périple de 11 jours à travers la Grèce, la flamme sera acheminée vers la France pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à Paris le 26 juillet.

L'allumage de la flamme pour les Jeux qui se tiendront jusqu'au 11 août s'est déroulé devant les ruines vieilles de 2.600 ans du temple d'Héra, dans le berceau de l'olympisme, en présence notamment du président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach. " En ces temps difficiles, où les guerres et les conflits se multiplient, les gens en ont assez de la haine ", a-t-il lancé dans une courte intervention à Olympie. " Dans

notre cœur à tous, nous aspirons à quelque chose qui nous rassemble à nouveau, à quelque chose qui nous unifie, à quelque chose qui nous donne de l'espoir ", a-t-il ajouté. " La flamme olympique que nous allumons aujourd'hui symbolise cet espoir ", a également assuré l'Allemand.

600 relayeurs sur 5 000



Le sportif Stefanos Ntoskos est le premier relayeur de la flamme olympique qui arrivera à Marseille en France le 8 mai prochain. REUTERS - Louisa Gouliamaki

notre cœur à tous, nous aspirons à quelque chose qui nous rassemble à nouveau, à quelque chose qui nous unifie, à quelque chose qui nous donne de l'espoir ", a-

km Le président du comité d'organisation des JO de Paris, Tony Estanguet, a également vu dans ces JO " plus que jamais une force

d'inspiration (...) pour nous tous et pour les générations futures " alors que le monde est secoué de crises.

En Grèce, six cents relayeurs se passeront la flamme qui va parcourir 5.000 km à travers sept îles grecques, dix sites archéologiques et le Rocher de l'Acropole où elle passera une nuit à côté du Parthénon.

Dans le port grec du Pirée, la flamme embarquera le 26 avril à bord du trois-mâts Belem qui rejoindra Marseille, dans le sud-est de la France, le 8 mai.

Le symbole des JO traversera ensuite toute la France, passant par les Antilles et la Polynésie française.

Le premier porteur de la flamme olympique vient de la transmettre à l'ex-nageuse olympique Laure Manaudou. Un moment symbolique pour la championne, 20 ans après son sacre aux Jeux d'Athènes de 2004.

AFP/LRP

## Le Festival du Rugby a tenu toutes ses promesses à Kinshasa

En présence du ministre des Sports, des partenaires et plusieurs autres invités de marque, la Fédération congolaise de rugby (Fecorugby), en collaboration avec des ligues amateurs et féminines, a organisé un festival de rugby, le samedi 13

venue assister à la cérémonie.

Débuté dans l'après-midi sous la supervision de la Direction technique nationale de la Fecorugby, le festival a lancé ses hostilités par une séance de démonstration de touches, question de faire respecter les

les codes et règles du rugby, sous la supervision des coachs et entraîneurs.

Satisfaits du spectacle proposé, le ministre des Sports, François Kabulo accompagné des représentants des différents partenaires, ainsi que les membres de la Fédération, ont salué la performance et le talent de ces athlètes, tout en promettant de tout mettre en œuvre pour

leur offrir des meilleures conditions de travail dans l'avenir.

Pour clôturer la journée, un cocktail a été partagé à la fin du festival entre dirigeants et athlètes pour célébrer la passion de ce sport qui, depuis un moment, bénéficie de l'attention de quelques particuliers comme l'ambassade de Grande Bretagne en RDC.

MCP/LRP



avril 2024, au stade des Martyrs à Kinshasa.

Cet événement avait pour but de partager la passion de ce sport entre pratiquants et amoureux de cette discipline en présence de la presse de Kinshasa,

us et coutumes de la discipline.

Des cadets aux seniors en passant par des juniors dans les catégories masculines et féminines, plusieurs dizaines d'athlètes ont effectué des camps d'entraînement en respectant

**La Référence**  
*plus.cd*

**Soutien aux FARDC**

lareferenceplus.cd s'engage aux côtés  
des FARDC pour la défense de  
l'intégrité territoriale !  
**RDC: 2345.409 km2**

Suivez-nous sur:  
[www.lareferenceplus.cd](http://www.lareferenceplus.cd)

## Sudan conference opens in Paris to try and fix 'forgotten' crisis

Top diplomats from France, Germany and the European Union are set to push for more funding for Sudan on Monday at a meeting in Paris to mark the first anniversary of the war. NGOs and Sudanese civil society also hope that the meetings will hold Sudanese military leaders to account.

France is seeking contributions from the international community, and attention to what officials say is a crisis pushed out of the global conversation by the other ongoing conflicts such as those in the Middle East or Ukraine.

A ministerial meeting on political matters is to be accompanied by talks about the humanitarian situation in Sudan, which organisers said would include dozens of representatives of Sudan's civil society.

"The idea is to move this crisis up to the top of the agenda," said Christophe Lemoine, a spokesman for the French foreign ministry.

"We cannot let Sudan become a forgotten crisis," he added.

### Not a 'forgotten crisis'

At Monday's meeting, French Foreign Minister Stéphane Séjourné was joined by his German counterpart Annalena Baerbock, top EU diplomat Josep Borrell and EU Commissioner for Crisis Management Janez Lenarcic.

Germany will provide a further €244 million in humanitarian aid to Sudan, Baerbock said on Monday morning.

"We can manage together to avoid a terrible famine catastrophe, but only if we get active together now", Baerbock said, adding that, in the worst-case scenario, one million people could die of hunger this year.

French President Emmanuel Macron is scheduled to meet Borrell and Lenarcic at the end of the conference, according to the EU's external action office.

In addition to humanitarian issues, officials said there were also political dangers, such as the possible break-up of Sudan into splinter states.

Aid workers say a year of war has led to a catastrophe, whereas the world has turned away from the country of 48 million.

Member of the Sudanese coalition Taqaddim (Coordination of Civilian Democratic Forces),

Nureldin Satti told RFI that the war is a regional conflict that is becoming international, with interventions from both Russia and Ukraine, supporting each side,

the conflict.

Meanwhile, actors from Sudan's civil society, including activists, unionists and journalists, will get together to

away from their homes, creating the world's largest displacement crisis, inside and outside Sudan.

Sudan is experiencing "one



France's Minister for Foreign and European Affairs Stéphane Séjourné and German Foreign Minister Annalena Baerbock prior to an international conference on Sudan at the Quai d'Orsay in Paris on 15 April 2024. AFP - SARAH MEYSSONNIER

with impact on oil and gold production, affecting a vast region.

He added he had high hopes that the conference could help create regional and international coordination to begin to solve the crisis.

### Not too late

Only five percent of the 3.8-billion-euro target in the UN's latest humanitarian appeal has been funded so far this year, according to the French foreign ministry.

"We don't have the ambition to cover the whole sum, but we have hope that the international community wakes up," said one ministry official.

The ministerial meeting is held behind closed doors, and also brings together representatives from Sudan's neighbours, as well as from Gulf nations and western powers, including the United States and Britain, along with regional organisations and the UN.

The United States plans to announce an additional \$100 million (€93 million) in aid, hoping the Paris conference could also encourage others to give.

Last week, US Special Envoy to Sudan Tom Perriello called the international response so far "pitiful" adding that the US had already committed over a billion dollars in humanitarian relief to

discuss "a possible peace process, and what happens after the war", an official said.

Laetitia Bader, at NGO Human Rights Watch, said she hoped that the conference would deliver "a very tough message" to the belligerents, including threats of sanctions.

The warring parties have been blocking access for humanitarian assistance, pillaging foreign financial aid and targeting humanitarian workers in attacks, she said.

Sophia Sprechmann Sineiro, International Secretary for the NGO Care international told RFI the risk of hunger in Sudan is high.

"The Sudanese cannot wait any longer! The time for action is now. The conference must be a turning point in the international response, to propose concrete and immediate solutions against this tragedy... World leaders must obtain and maintain a ceasefire."

### The world's largest displacement crisis

The war in Sudan broke out on 15 April 2023, between the Sudanese army and paramilitary Rapid Support Forces (RSF).

A year of war has devastated infrastructure, prompted warnings of famine and driven more than 8.5 million people

of the worst humanitarian disasters in recent memory" and "the largest internal displacement crisis in the world", the United Nations said recently.

It uprooted families multiple times as people struggle to escape to neighbouring countries with economic and security problems of their own, like Chad, South Sudan, and even Egypt.

Thousands of civilians have also been killed, although death toll estimates are highly uncertain, and each side has been accused of committing war crimes.

Both sides have largely denied the accusations against them.

The World Health Organization said on Friday that the crisis is likely to worsen in the coming months as the distribution of humanitarian aid and medical supplies remains restricted.

"The civilians here are enduring starvation, mass sexual violence, large-scale ethnic killing, and executions," added Will Carter, Sudan country director for the Norwegian Refugee Council.

"Millions more are displaced, and yet the world continues to look the other way."

(with newswires)

# Dans l'est de la RDC, les revers de l'armée plongent Goma dans l'insécurité !

Chaque matin, Goma émerge en recensant les drames de la veille. Cernée par les combats qui opposent l'armée régulière aux insurgés du Mouvement du 23 Mars (M23) épaulés par l'armée rwandaise, la grande ville de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) fait face à une explosion de l'insécurité.

Mercredi 10 avril, une fusillade a eu lieu dans un quartier résidentiel habituellement préservé des violences. En plein après-midi, à l'heure de pointe, au moins trois personnes qui circulaient en Jeep - le fils d'un commerçant grossiste de ciment, son garde du corps et une jeune femme - ont été froidement abattues au niveau du carrefour " Entrée président ", à deux pas du cabinet du gouvernorat. Dès le lendemain matin, les armes qui auraient servi à l'attaque ont été exhibées à la mairie, dont un modèle de fusil d'assaut spécifique utilisé par la garde républicaine.

Les Forces armées de la RDC (FARDC) sont régulièrement accusées, ces dernières semaines, d'assassinats ou de braquages. Mais cette fois, la police a réagi en annonçant, dès le lendemain de la tuerie, l'arrestation de trois soldats et deux " wazalendo " (" patriotes ", en swahili), des miliciens, pour certains criminels de guerre, aujourd'hui alliés de Kinshasa. Dans une autre affaire, un membre de la garde républicaine a été condamné à mort par un tribunal militaire quatre jours après le meurtre d'un civil dans un restaurant de Goma. Une célérité rare de la part des forces de l'ordre et de la justice.

## Sake: une bourgade fantôme

Il est désormais courant de voir des hommes en armes dans les rues de la capitale du Nord-Kivu. Les défaites accumulées face au M23 et les " replis stratégiques " qui ont suivi ont obligé les troupes régulières et les wazalendo à se retrancher dans et aux abords de la ville. Ces soldats voisinent avec les civils depuis " l'effondrement du front de Sake ", mi-février, reconnaît le général major Peter Cirimwami Nkuba, qui gouverne la province placée depuis deux ans sous état de siège, un régime sécuritaire spécial où l'armée a les pleins pouvoirs.

Longtemps considérée comme le dernier rempart avant Goma, Sake est aujourd'hui une bourgade fantôme. A l'approche du M23, les dizaines de milliers d'habitants ont fui cette localité, des ballots d'affaires sur la tête.

Dans le centre-ville, la plupart des positions de l'armée régulière ont été laissées entre les mains de wazalendo. Même les casques bleus indiens, déployés autour de Sake pour empêcher la progression du M23,

les armes prolifèrent.

## " Vols " et " pillages "

Au Lac Vert, un quartier de Goma à proximité des lignes de front, on croise de nombreux combattants pro-Kins-

" La guerre, la concentration de déplacés qui ont tout perdu, le chômage et la mauvaise gestion des unités militaires et de leur armement expliquent l'explosion de l'insécurité ", résume Marrion Ngavo, président



Les défaites face aux rebelles du M23 ont entraîné le repli des troupes régulières et des miliciens wazalendo à Goma, où les incidents se multiplient.

ont abandonné leurs bases le 4 avril contre l'avis de leur hiérarchie, selon un document interne de la mission de maintien de la paix des Nations unies, la Monusco, consulté par l'AFP. Depuis, les rebelles ont atteint la périphérie nord de Sake.

Le 6 avril, des tirs de mortiers, dont l'origine n'a pas été déterminée, ont tué trois militaires tanzaniens et blessé trois autres soldats de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) envoyés pour appuyer Kinshasa dans sa lutte contre le M23. Les insurgés ont été aperçus dans le Parc national des Virunga par la société civile locale et menaceraient de " couper la route Goma-Sake ", selon l'ONU.

Long d'une vingtaine de kilomètres, l'axe qui relie les deux villes est le seul encore sous l'autorité des forces gouvernementales. Tous les autres accès à Goma sont passés sous le contrôle de la rébellion, qui administre désormais un proto-Etat à cheval sur les territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo. Depuis que le M23 a repris les armes, fin 2021, il n'en finit plus de grignoter du terrain et de se rapprocher du chef-lieu du Nord-Kivu, où

hasa, AK-47 en bandoulière et parfois canif en baïonnette, notamment au milieu des débits de boissons. Franklin Tumusifu cache une entaille encore profonde au bras gauche, sous sa veste de jogging orange vif. Le jeune militant des droits humains a été blessé au couteau par un soldat de l'auditorat militaire, le tribunal de l'armée, alors qu'il s'opposait à une tentative de racket. " Chaque jour, on recense des vols, des pillages. Chaque jour, on entend les balles siffler ", déplore-t-il.

Les calmes bananeraies qui bordaient le lac Kivu sont devenues des camps surpeuplés pour les familles en fuite. Environ un million de personnes vivent en périphérie de Goma, entassées dans des huttes branlantes construites à la hâte par des déplacés hagarés. " Nous sommes à bout ", témoigne l'un d'eux, sous le couvert de l'anonymat, évoquant le harcèlement quotidien des " hommes armés ". Une nette hausse du nombre de victimes de violences sexuelles prises en charge par Médecins sans frontières (MSF) a également été enregistrée en mars dans les sites de déplacés à l'ouest de Goma.

des Forces vives de la société civile de Goma, un regroupement d'associations citoyennes. Les autorités assurent que des mesures ont été prises pour " la quiétude de la paisible population ", mais les soldats de l'armée congolaise continuent d'errer en ville. Leurs alliés miliciens, livrés à eux-mêmes, n'ont pas de casernes d'affectation, malgré l'interdiction de " déambuler sans autorisation " édictée le 2 avril par l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), l'un des groupes armés les plus actifs.

" Celui qui vient du front, qui n'a pas de ration, avec son arme, que fait-il la nuit ? ", s'interroge Marrion Ngavo, qui déplore le manque de suivi des membres de groupes armés. Dans une interview accordée au Monde fin mars, le président Félix Tshisekedi concédait que ces " patriotes wazalendo " étaient " des civils sans formation ". Selon plusieurs rapports de l'ONU, ils reçoivent pourtant des armes et des munitions du gouvernement congolais.